

# « Calming the Water Wars Experts<sup>1</sup>. » Mythologie des guerres de l'eau dans la vallée du Ferghana

*Anastasia Protassov<sup>2</sup>*

Située au cœur de l'Asie centrale, la vallée du Ferghana est une sous-région transfrontalière particulièrement riche en ressources naturelles, notamment en eau. Sa composition ethnique intriquée, ainsi que ses frontières ophidiennes lui ont valu la réputation de zone fortement instable, où les conflits interethniques font tristement partie des réalités locales. Aujourd'hui, une menace tout autre retient l'attention des auteurs occidentaux : l'impact du changement climatique. En effet, la majeure partie des ressources naturelles de la vallée sont transfrontalières. Autrefois gérées au sein d'un même système national et commun, la chute de l'URSS et l'internationalisation des frontières qui s'en est suivie ont mené à la création de trois systèmes politiques distincts. Ainsi, la gestion conjointe des ressources naturelles n'est qu'un lointain souvenir dans un climat aujourd'hui dirigé par des approches d'autosuffisance et de gestion nationaliste. Parallèlement, l'augmentation des températures due au changement climatique, ainsi que la croissance démographique importante de la vallée questionnent la disponibilité en eau future. De ce fait, l'affirmation néomalthusienne selon laquelle les effets néfastes du changement climatique peuvent être une source importante de tensions internationales, voire, à l'extrême, de conflits interétatiques militarisés semble offrir un destin funeste à la vallée. La sous-région deviendra-t-elle donc le théâtre centrasiatique des « guerres de l'eau » dans un avenir proche ?

---

1. En référence à Megoran N. (2000), « Calming the Ferghana Valley Experts », *Central Asian Monitor*, 5.

2. Doctorante en géographie Univ Littoral Côte d'Opale, ULR 4477, laboratoire TVES (Territoires, villes, environnement et société).

Pour répondre à cette affirmation alarmiste, le présent article propose une lecture plus précise et nuancée des dynamiques sociales s'articulant autour des ressources naturelles dans la vallée du Ferghana. Malgré les effets néfastes du changement climatique, la potentialité d'un conflit armé à grande échelle à cause de la raréfaction des ressources naturelles reste minime. Sur la base d'une revue de littérature approfondie et d'un travail de terrain préliminaire dans la vallée du Ferghana, la présente étude permettra d'identifier les caractéristiques socio-économiques des principales dynamiques de la vallée du Ferghana afin d'évaluer les concepts adéquats en vue de leur application au cas ferghanien.

### **Quels effets du changement climatique sur le « Jardin d'Asie centrale » ?**

#### *Une sous-région à l'héritage complexe*

Partagée entre trois pays – l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan – la vallée du Ferghana est une dépression intermontagneuse qui s'étend sur près de 300 km entre les systèmes montagneux du Tien-Shan et Gissar-Alai. Bien qu'il n'existe pas de délimitation précise de la vallée du Ferghana [Bichsel, 2009], la sous-région qui s'étend sur près de 22 000 km<sup>2</sup> correspond au bassin versant du Syr-Darya. Elle se caractérise par ailleurs par des frontières particulièrement complexes, parfois désignées comme « aberrantes » et compte, en son sein, huit enclaves. La vallée du Ferghana doit ses particularités géographiques à son histoire. Absorbée par l'Empire russe en 1865, elle se retrouve tout d'abord intégrée au Turkestan russe avant d'être divisée entre 1924 et 1936 sous l'Union soviétique en différentes Républiques soviétiques socialistes (RSS). Ce découpage territorial particulier fut effectué selon une batterie de critères économiques, tout en étant soumis à une méconnaissance des particularités ethnolinguistique et des systèmes claniques locaux de la part des dirigeants soviétiques [Gorshenina, 2012] dans une logique de « soviétisation » de l'Asie centrale dans son ensemble. Cette question frontalière revêt une importance très actuelle : c'est seulement en janvier 2023 que le Kirghizistan et l'Ouzbékistan conviennent d'une délimitation commune, alors que le Kirghizistan et Tadjikistan s'accordent encore sur les derniers kilomètres de frontière<sup>3</sup>.

3. Depuis 2022, les commissions de délimitation des frontières nationales se retrouvent mensuellement et départagent les derniers 50 km de frontière sur un total de 984 km entre le Kirghizistan et le Tadjikistan.

CARTE 1. – TOPOGRAPHIE ET HYDROGRAPHIE DE LA VALLÉE DU FERGHANA<sup>4</sup>.



Hérodote, n° 195, La Découverte, 4<sup>e</sup> trimestre 2024.

4. Protassov A. (2024). Réalisation sur QGis et Adobe Illustrator.

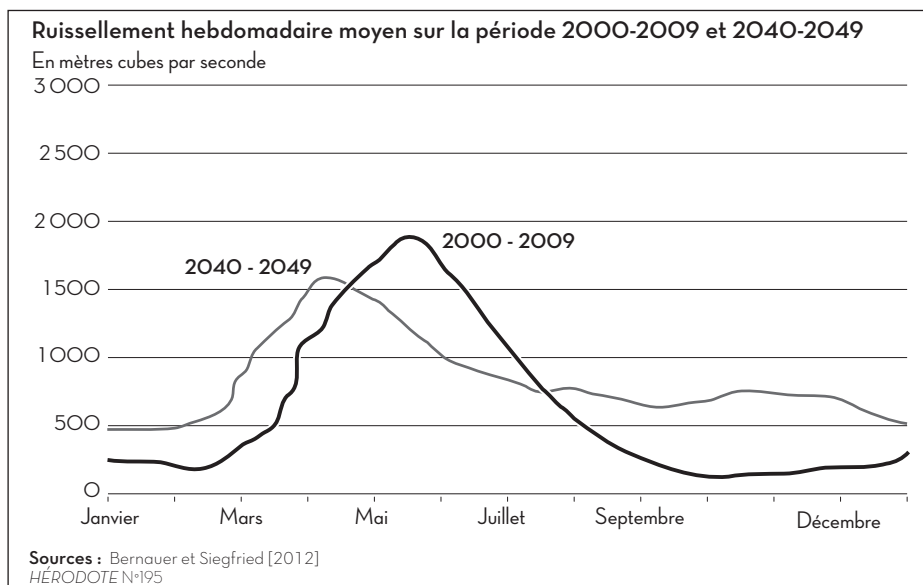
Par ailleurs, la vallée du Ferghana représente près de 30 % de la population centrasiatique sur environ 5 % du territoire régional – avec une moyenne de 360 hab/km<sup>2</sup>, allant parfois jusqu'à 550, contre une moyenne de 75 dans le reste de l'Asie centrale. Sa population croît également à un rythme particulièrement rapide, enregistrant une hausse d'environ 32 % par décennie, ce qui lui confère le statut de région soumise à une pression démographique élevée. La vallée constitue ainsi 51 % de la population du Kirghizistan, 31 % du Tadjikistan et 27 % de l'Ouzbékistan. La composition ethnique de la vallée en est d'autant plus intéressante et muable. Par exemple, l'enclave de Sokh est ouzbékistanaise, située au sein du Kirghizistan et abrite près de 99 % de Tadjiks ethniques. La vallée doit également son appellation de « Jardin de l'Asie centrale » à son histoire, étape importante de la Route de la soie, et à son environnement, particulièrement favorable à l'activité agricole. Propice à l'élevage de bétail et à l'agriculture irriguée, le coton et le blé constituent la majeure partie des récoltes. Ainsi, une grande partie de la population dépend de l'agriculture irriguée comme moteur économique clé et source de moyens de subsistance.

Outre les importantes parcelles de terres agricoles, l'eau demeure la ressource la plus précieuse de la vallée. Sa principale source hydraulique est le fleuve du Syr-Darya, formé à la confluence des rivières Naryn et Kara-Darya, prenant toutes deux leur origine des glaciers kirghizistanaïes. L'écoulement de Naryn est régulé par le réservoir de Toktogul au Kirghizistan et celui de Kara-Darya par le réservoir d'Andijan (désigné comme Kempir-Abad au Kirghizistan) situé à la frontière kirghizo-ouzbékistanaise. À l'extrémité de la vallée, le Syr-Daria est, lui, régulé par le réservoir de Kairakkoum au Tadjikistan. De ce fait, le rôle fondamental de ces réservoirs et du système hydraulique est de stocker et libérer de l'eau, ce qui a donné à la sous-région le surnom de « château d'eau ». Globalement, la vallée du Ferghana est alimentée par différentes rivières, pour la plupart transfrontalières. Dès lors, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan sont exposés à des problèmes d'accès et de gestion de l'eau, les infrastructures d'irrigation ayant été construites alors que les frontières n'étaient que des divisions administratives. La chute de l'URSS n'a fait que complexifier davantage les rapports entre États. En effet, l'internationalisation des frontières – ou création de frontières « post-administratives » – a conduit à l'épuisement de mécanismes permettant de faire respecter les accords conclus entre les parties prenantes.

### *Le changement climatique : facteur de déstabilisation supplémentaire ?*

Dans une région soumise à de multiples facteurs de stress, le changement climatique exacerbe les vulnérabilités préexistantes. Un rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), datant de 2017, démontre

FIGURE 1. – RUISSELLEMENT HEBDOMADAIRE MOYEN  
SUR LA PÉRIODE 2000-2009 ET 2040-2049.



Source : Bernauer et Siegfried [2012, p. 236].

que la vallée du Ferghana, comme l'Asie centrale dans son ensemble, est l'une des régions du monde les plus touchées par la hausse des températures due au changement climatique [Novikov et Kelly, 2017]. Entre 1976 et 2014, le monde s'est réchauffé de 0,17° C par décennie, contre une moyenne de + 0,41° C pour les pays centrasiatiques sur la même période. Cette augmentation accentuée des températures impacte avant tout les glaciers centrasiatiques. Si plusieurs modèles ont été élaborés quant à la vitesse de leur fonte, leur disparition totale est presque inévitable à long terme. Sur le moyen terme, les glaciers risquent de fondre plus rapidement et donc augmenter les débits d'eau des rivières qu'ils alimentent, notamment en fin d'hiver et au début du printemps. Cette tendance, observée à la hausse, risque de créer davantage de circonstances imprévisibles et de multiplier le risque de coulées de boues et d'inondations, causant des dommages aux infrastructures vitales. Ainsi, au cours des deux dernières décennies, le nombre de catastrophes naturelles dans la vallée a doublé, passant de 200 à 400 par an en moyenne [Achaval Torre, 2020]. Parallèlement, la hausse des températures provoque une diminution du débit mensuel des principales rivières de la région, due à une évaporation accrue et à une

infrastructure vieillissante et quasi obsolète dans certaines localités. Les années d'étiage sont particulièrement éprouvantes et risquent de s'aggraver à l'avenir.

Concomitamment, le changement climatique impacte de plus en plus la saisonnalité de la disponibilité en eau et le régime hydraulique. Ce dernier se décale ainsi de plus en plus par rapport aux besoins réels en eau des populations locales, correspondant au calendrier agricole. Selon certaines projections, le pic de ruissellement peut se déplacer de 30 à 60 jours, passant de l'actuel printemps/début d'été à un régime de ruissellement de fin d'hiver/début de printemps.

Ce changement a des répercussions importantes sur la gestion des réservoirs, car il entraîne une réduction de la période de végétation alors que plus de 90 % de la consommation annuelle moyenne totale d'eau est utilisée à des fins d'irrigation pendant cette période. De ce fait, le décalage de ruissellement se traduit par une diminution de la disponibilité directe de l'eau dans les sous-bassins versants non régulés et non desservis par les lâchers contrôlés des réservoirs. Les conséquences négatives de ces variations saisonnières du ruissellement peuvent également être exacerbées par la forte croissance démographique, qui réduit la disponibilité en eau par habitant [Bernauer et Siegfried, 2012]. Sur le long terme, ce changement significatif du cycle hydraulique de la vallée engendre une dégradation de l'environnement agricole, ce qui fragilise la production alimentaire. Il représente une pression supplémentaire sur la biodiversité qui peut directement saper la capacité des écosystèmes à remplir leurs fonctions vitales, comme ce fut le cas dans la région de la mer d'Aral. Par conséquent, les terres subissent une érosion accrue, une perte de productivité due à la désertification et aux tempêtes de poussière ainsi qu'à une salinisation des sols du fait de la raréfaction de l'eau. Dans une région où l'agriculture irriguée est la principale source de revenus et de vie économique, l'impact sur la dégradation des sols et des moyens de production agricole est particulièrement important. Cela résonne spécialement dans la vallée, où l'agriculture constitue une part importante du produit intérieur brut (PIB) pour certains États (20 % au Tadjikistan en 2019 par exemple, fournissant également 61 % des emplois selon le International Fund for Agricultural Development).

Si la vallée demeure particulièrement riche en ressources naturelles, notamment en eau, le changement climatique l'impacte négativement et accroît la raréfaction de « l'or bleu ». Ce constat nous amène à une conclusion néomalthusienne alarmiste : la pression démographique croissante et le changement climatique risquent d'engendrer une compétition accrue pour les ressources naturelles, menant à leur pénurie, et donc à une exacerbation des tensions, et multiplication des conflits armés. Autrefois crainte pour ses conflits interethniques et menaces islamistes, la vallée du Ferghana semble aujourd'hui représenter le terrain idéal des futures « guerres de l'eau ». Bien que la vallée ait connu des moments particulièrement violents à l'époque soviétique (1939, 1969, 1975, 1989), le point culminant

de la violence pour des questions de ressources naturelles demeure le conflit de septembre 2022 entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, s'apparentant à un conflit interétatique armé, faisant des dizaines de morts et milliers de déplacés. Certains auteurs expliquent que cette intensification est avant tout due à une absence d'« hégémon régional » pouvant faire respecter les accords de partage des ressources naturelles transfrontalières, comme le faisait Moscou durant l'époque soviétique [De Stasio, 2018]. Ainsi, dans une vallée où l'histoire, mais surtout l'héritage, du partage des ressources est complexe, le changement climatique ainsi que la pression démographique semblent avoir des conséquences particulièrement alarmantes. Peut-on pour autant s'attendre à de réelles « guerres de l'eau » dans la vallée du Ferghana ?

### **Les « guerres de l'eau » sont-elles l'avenir de la vallée du Ferghana ?**

#### *Les facteurs de conflictualité dans la sous-région*

En février 2011, le Congrès des États-Unis a discuté de sa stratégie de politique étrangère pour l'Asie centrale, dont un élément important s'est révélé être la sécurité de l'eau. Le rapport de la réunion a suggéré que « les États-Unis ne peuvent pas s'attendre à ce que cette région évite indéfiniment les “guerres de l'eau” » [Kraak, 2012]. En raison de son histoire géopolitique particulière, les pays d'Asie centrale ont souvent été désignés comme un point chaud pour ce type de conflit. Le terme de « guerre verte » peut être défini comme un conflit armé initié par la compétition pour les ressources naturelles, dans un contexte de diminution de leur disponibilité due aux changements globaux, notamment climatiques. De ce fait, les « guerres de l'eau » et « guerres climatiques » relèvent de cette définition. En réalité, il convient d'aborder ce concept avec une grande prudence, car il est difficile d'attribuer une seule cause ou facteur à l'origine d'un conflit.

Néanmoins, une intensification de la pression sur les ressources naturelles joue indéniablement un rôle de facteur aggravant dans les tensions existantes entre les groupes sociaux. Ainsi, s'il est peu probable que l'eau soit un facteur capable à lui seul de déclencher une guerre, « les conflits sur l'eau dans des régions déjà affectées par des relations difficiles, en venant se superposer à des antagonismes qui rendent peu probables des négociations, viennent contribuer au risque de conflit » [Lasserre, 2007]. Dans le contexte de la vallée du Ferghana, il a été prouvé que les tensions sont principalement liées à l'utilisation inégale et à la gestion non viable des ressources naturelles et sont aggravées par la militarisation des frontières [Murzakulova et Mestre, 2016]. En effet, généralement, les litiges entre

communautés surviennent lorsque les quantités en eau réelles ne correspondent pas aux attentes et besoins des utilisateurs. Les tensions ont ainsi tendance à se concentrer au printemps, quand le débit des rivières alimentées par les glaciers ne permet pas de remplir à pleine capacité les canaux utilisés pour l'irrigation. En d'autres termes, ces tensions émergent de manière saisonnière lorsque la saison de végétation débute, mais que les ressources en eau sont insuffisantes pour irriguer l'ensemble des terres agricoles [Bichsel, 2009]. Par ailleurs, dans une vallée particulièrement riche en ressources naturelles, la quantité d'eau disponible par habitant au Kirghizistan et au Tadjikistan est élevée par rapport à de nombreux pays européens [Murzakulova et Mestre, 2016]. De ce fait, la problématique de l'avènement possible de conflits pour l'eau prend racine non pas dans l'aridité potentielle de la vallée du Ferghana, mais « dans la dynamique d'une demande en explosion face à une ressource limitée » [Lasserre, 2007].

Par ailleurs, depuis la chute de l'URSS, les Républiques centrasiatiques ont connu d'importantes divergences économiques et politiques. Les systèmes politiques ne font désormais plus partie d'une gouvernance commune alors que le protectionnisme et une approche d'autosuffisance sont privilégiés, guidant les décisions politiques. Ainsi, trois systèmes juridiques ont respectivement été mis en place, gérant les questions des ressources naturelles à différents niveaux, sur une logique de frontière administrative et non hydrologique, sans particulière harmonisation transnationale. Bien que des accords régionaux aient été conclus entre les États riverains, l'absence d'entité supranationale empêche une mise en œuvre et une application efficace de ces derniers. Dans un contexte où les trois pays de la vallée du Ferghana privilégient l'autonomie nationale en termes de gestion des ressources naturelles, s'éloignant d'un système transfrontalier et commun, les « gestes unilatéraux » deviennent monnaie courante. Ils constituent un facteur aggravant dans ce cas de figure, où l'eau s'intègre dans un schéma de relations conflictuelles. Ces derniers viennent renforcer des tensions politiques au point de « rendre la dimension purement hydrologique accessoire, ou au moins secondaire par rapport aux enjeux politiques » [Lasserre, 2007]. Dans le contexte ferghanien, le cas du réservoir de Toktogul est particulièrement parlant. Construit entre 1960 et 1976, le réservoir de Toktogul comprend également un barrage hydroélectrique et d'irrigation situé sur la rivière Naryn dans la province de Jalal-Abad au Kirghizistan. Du fait que le réservoir de Toktogul est le plus vaste et se situe le plus en amont du système fluvial, le volume ainsi que le rythme des lâchers d'eau affectent l'ensemble du débit du fleuve Syr-Darya [Kraak, 2012]. Cette dynamique relève d'une importance particulière pour l'Ouzbékistan voisin du fait que l'eau s'écoule directement dans le cœur des terres agricoles ouzbékistanaises, avant de traverser le territoire kazakhstanais et finir sa course dans la mer d'Aral.



De ce fait, dès 1984, les autorités soviétiques s'accordent à ce que 75 % de l'eau soit déversée en été, car vitale pour l'industrie du coton en aval. Par conséquent, la majeure partie de l'eau du réservoir était déversée en été durant la saison végétative, et l'électricité générée était distribuée *via* le réseau intégré centrasiatique. Ainsi, l'approvisionnement quasi gratuit ou à faible coût d'énergie en échange d'un débit d'eau adéquat a constitué le principal pilier du complexe eau-énergie à l'origine du fonctionnement du réservoir. Néanmoins, au cours des années, le Kirghizistan a accumulé des dettes pour acheter de l'énergie aux États riverains en aval pendant l'hiver, mais n'a pas pu supporter financièrement les nouveaux prix. Il a alors commencé à cesser ses importations d'énergie en provenance d'Ouzbékistan et a décidé de se tourner vers l'hydroélectricité dont la production du barrage de Toktogul représente aujourd'hui près de 95 % de sa consommation nationale. Par conséquent, l'eau fut de plus en plus souvent déversée en période hivernale, lorsque la demande en électricité au Kirghizistan est plus élevée, et de moins en moins d'eau a atteint les terres agricoles en Ouzbékistan et Kazakhstan pendant la période végétative. Le mode de fonctionnement de Toktogul s'est donc éloigné de l'irrigation, réduisant progressivement ses lâchers d'eau en été, tout en les augmentant en hiver. L'inversion du schéma des lâchers d'eau a complètement modifié l'hydrogramme du Syr-Daria et a fortement affecté l'environnement voisin immédiat. Les lâchers d'eau hivernaux, qui n'étaient pas nécessaires à l'irrigation, ont commencé à provoquer des inondations notables, notamment en Ouzbékistan, situé en aval [De Stasio, 2018]. Parallèlement, en été, cela a provoqué d'importants étiages, impactant fortement les récoltes ouzbékistanaises.

Ces conséquences catastrophiques causées par le passage d'une gestion conjointe du complexe eau-énergie à une gestion nationaliste des ressources naturelles n'ont fait qu'envenimer davantage les relations déjà complexes entre le Kirghizistan et l'Ouzbékistan à l'époque. Ce levier de pouvoir s'inscrit par ailleurs dans les relations de pouvoir qui découlent de la position géographique des pays. Les puissances économiques et militaires dominantes, dans ce cas l'Ouzbékistan, qui sont également confrontées aux risques les plus graves en matière de sécurité de l'eau, sont situées en aval, tandis que les pays en amont exercent un contrôle physique presque total sur l'écoulement du bassin hydrographique [De Stasio, 2018]. Ainsi, bien que l'Ouzbékistan soit considéré comme l'hydro-hégémon du bassin, le Kirghizistan a un avantage significatif du fait qu'il contrôle les opérations du réservoir. Le facteur hydraulique est donc bien dangereux quand il vient s'ajouter à des conflits multidimensionnels, en « fournissant aux États des instruments de pouvoir qu'ils peuvent employer dans le cadre de ces conflits ou en attisant la méfiance et l'hostilité entre États aux relations déjà dégradées » [Lasserre, 2007].

*Conflits d'usage et spectre de la conflictualité*

Cette notion de « gestes unilatéraux » nous permet donc de préciser, et mieux analyser, les tensions transfrontalières que l'on observe entre les pays riverains de la vallée. Bien que les médias aient porté une grande attention aux éventuelles « guerres de l'eau », des conflits interétatiques potentiels se déroulant pour le contrôle des ressources hydrauliques, ils ont beaucoup moins rapporté la multiplication de conflits de proximité pour l'accès à l'eau [Lasserre, 2007]. En géographie, le terme de conflit d'usage des ressources naturelles désigne une situation d'opposition portant sur l'utilisation de sous-ensembles spatiaux. En d'autres termes, il s'agit de la dénonciation d'incompatibilités entre certaines formes d'appropriation ou d'exploitation des espaces et des ressources naturelles qui les composent [Melé, 2013]. Le terme est utilisé plus largement pour saisir des situations qui sont aussi qualifiées de conflits de localisation, conflits d'aménagement, conflits d'environnement ou encore conflits de proximité. Une variable déterminante dans l'analyse des conflits hydrauliques localisés est la capacité sociale d'adaptation. En effet, les ruptures hydrauliques, provoquées par un changement dans la disponibilité, soit par une mutation dans les usages, ou encore par l'irruption d'un nouvel acteur, peuvent bouleverser l'équilibre du partage de la ressource. De ce fait, le potentiel de conflit « croît avec la rapidité et l'ampleur de la rupture, lorsque celle-ci dépasse les capacités d'adaptation au changement des sociétés qui y sont confrontées » [Lasserre, 2007]. Ainsi, le concept de capacité sociale d'adaptation revêt une pertinence particulière, car il interroge le niveau d'adaptation des sociétés de la vallée du Ferghana, et notamment des acteurs gouvernementaux, confrontés à une rupture hydraulique rapide sous la forme de la chute brutale de l'URSS. Face à une rupture hydraulique, les pouvoirs publics et la société peuvent répondre par des stratégies politiques et mesures d'adaptation se traduisant par des efforts diplomatiques, infrastructurels ou autres, facilités lorsque les capacités financières et technologiques sont présentes. En l'absence de ces mécanismes d'adaptation, divers obstacles peuvent entraver les processus de changement, qu'ils soient d'ordre social, économique, politique ou liés aux représentations politiques. Ces blocages peuvent ainsi aggraver les tensions résultant des situations de rareté de l'eau, au point de déclencher des épisodes de violence.

Dans le contexte ferghanien, les représentations politiques de la sous-région véhiculées par les acteurs locaux dépendent fortement des relations interétatiques et peuvent donc parfois entrer en concurrence. En période de paix, la vallée du Ferghana peut être présentée comme un espace propice aux relations de bonne entente entre États. Que cela soit basé sur un discours aux racines soviétiques d'« amitié des peuples » ou plus contemporain de « peuple musulman frère » ou « panturque », la coopération sur des espaces si complexes que la vallée du

Ferghana est célébrée comme exemple de partenariat et de continuité sur un espace historiquement uni, réelle artère de l'Asie centrale, en référence au passé précolonial et à la fluidité offerte par les routes de la soie anciennes. Néanmoins, en période de tensions, ces représentations politiques puisent dans les nationalismes respectifs des États riverains. La vallée du Ferghana est alors perçue comme un ensemble d'espaces nationaux imbriqués, mais différents, car dictés par une des fonctions primordiales de la frontière : matérialiser et asseoir la souveraineté de l'État. Les discours soulignent alors les fonctions de *bordering* et d'*othering* [Amilhat Szary et Hamez, 2020] des frontières, transformant un espace géographiquement et historiquement uni en territoires différenciés dont la sauvegarde relève de la sécurité nationale. Ce discours se traduit sur le terrain par des actions concrètes, que ce soit par le minage de vastes zones frontalières comme en Ouzbékistan sous la présidence d'Islam Karimov ou la fermeture d'espaces d'échange entre pays comme ce fut le cas dans des villages transfrontaliers entre Kirghizistan et Tadjikistan à la suite des conflits de 2021.

Concomitamment, les ressources naturelles sont perçues comme des biens nationaux à défendre, au risque d'être accaparés injustement. Cette perception nationalisée de l'espace et des ressources naturelles peut alors renforcer l'hostilité entre États riverains en cas de tensions préexistantes dues à la rupture hydraulique qu'a été la chute de l'URSS et l'émergence d'États indépendants. D'un autre côté, des mesures d'adaptation peuvent également être employées afin de répondre à ce blocage. Prenant la forme principalement d'efforts diplomatiques dans ces systèmes fortement marqués par une approche *top-down*, l'Ouzbékistan a, par exemple, engagé une politique de déminage de ses frontières sous le nouveau président Shavkat Mirziyoyev, alors que le Kirghizistan et le Tadjikistan conduisent des réunions mensuelles afin de délimiter leur frontière commune contestée.

La notion de conflit d'usage, notamment en lien avec les ressources naturelles, permet également de mettre en lumière la notion du « spectre de la conflictualité ». En effet, cette notion permet d'aborder la question de la conflictualité dans la vallée du Ferghana à travers sa pluralité. La conflictualité ne se traduit pas uniquement par des conflits interétatiques armés, qui s'apparenteraient à des guerres, mais prend des formes diverses allant des troubles civils et instabilités politiques aux conflits entre États, comprenant également les épisodes de violence localisée. Ainsi, bien que les actions militaires soient un recours assez rare entre États, les relations entre les pays partageant des bassins hydrographiques sont régulièrement affectées par divers types et degrés de différends [De Stasio, 2018]. En effet, les tensions les plus récurrentes dans la vallée ne prennent pas la forme d'affrontements interétatiques mais plutôt de différends entre utilisateurs voisins. Par exemple, il est souvent question de partage d'eau irrigable

entre fermiers et agriculteurs partageant la même ressource, que cela soit sur un tronçon transfrontalier ou même national interne. Selon les autorités locales, ces dynamiques ont toujours existé au niveau le plus local, indépendamment des rhétoriques nationalistes hostiles renforcées depuis 2021 et 2022<sup>5</sup>. De plus, contrairement aux thèses plus alarmistes, coopération et conflictualité ne sont pas mutuellement exclusives et coexistent dans divers contextes. Ainsi, l'opposition entre coopération et conflit est profondément erronée dans le contexte ferghanien. Dans les cas où il existe à la fois des niveaux élevés de conflit et de coopération, il peut y avoir « un engagement fort des participants à atteindre un objectif, mais il peut y avoir un désaccord tout aussi fort sur la définition précise de cet objectif et en particulier sur les moyens de l'atteindre » [Mirumachi et Allan, 2007] et inversement. Cette thèse s'applique également à une logique multiscalaire : lors des derniers conflits à grande échelle entre Kirghizistan et Tadjikistan, alors que l'artillerie lourde était mobilisée de part et d'autre de la frontière, certains journalistes ont rapporté que les populations locales s'organisaient dans les zones transfrontalières afin de prendre en charge les victimes et soutenir les services d'urgence locaux, indépendamment des citoyennetés<sup>6</sup>. Cet exemple illustre par ailleurs la force des liens sociaux à un niveau très micro. Bien que les générations plus jeunes aient grandi dans des espaces aux frontières nationales marquées, les générations plus âgées, elles, continuent de partager une identité commune, relevant d'un espace géographique commun. Elles se disent aussi bien kirghizes et tadjikes qu'isfariennes par exemple, car habitant le bassin transfrontalier de la rivière Isfara. Les études anthropologiques soulignent l'existence de cette identité partagée des générations ayant vécu sous l'URSS alors que les frontières n'étaient qu'administratives. Les données de terrain illustrent quant à elles, la volonté de ces générations de transmettre cette vision de « bonne entente » aux générations plus jeunes et de garder un contact avec son voisin de l'autre côté de la frontière malgré la fermeture de cette dernière suite aux conflits<sup>7</sup>.

5. Anastasia Protassov, entretien semi-directif avec une journaliste indépendante en 2024.

6. *Ibid.*

7. Anastasia Protassov, entretien semi-directif effectué en 2023 avec une représentante kirghize d'une association travaillant avec les jeunes vivant dans des localités transfrontalières avec le Tadjikistan (Razzaqov, Kirghizistan).

## **Dans quelle mesure peut-on parler de conflictualité ?**

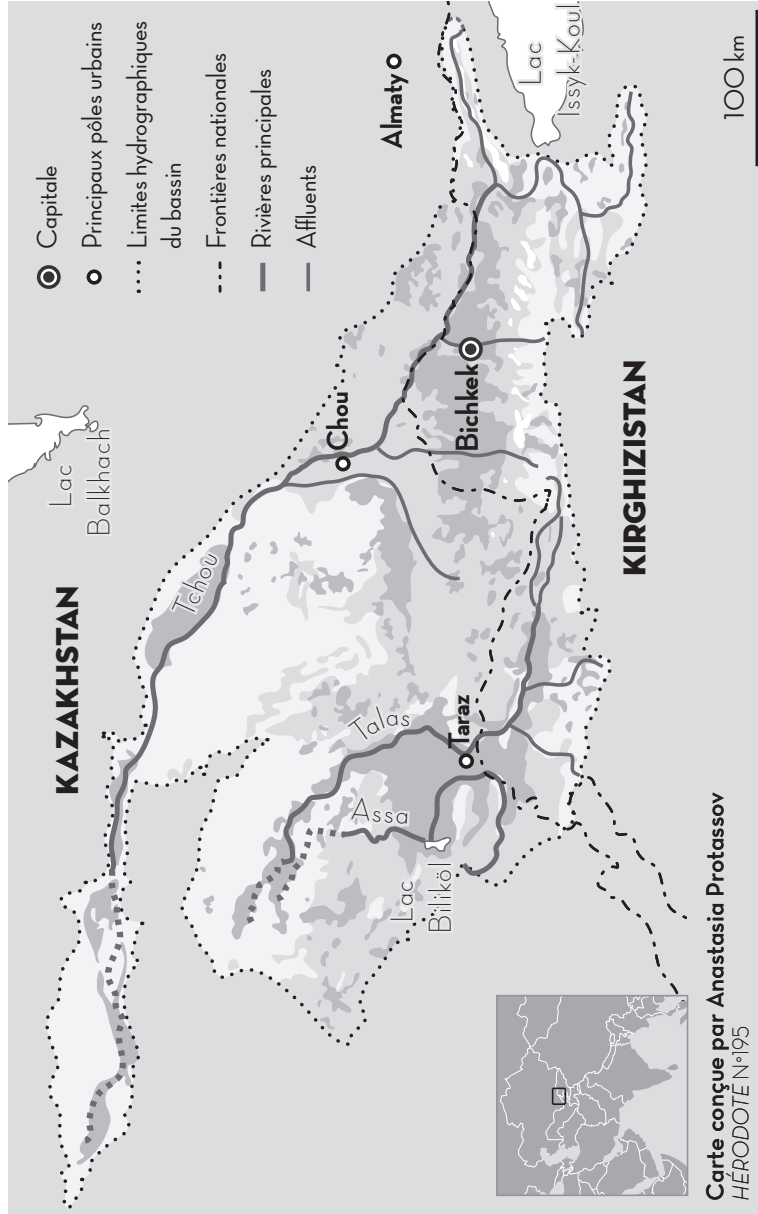
### *Comment la « konfliktogennost' » éclipse la coopération*

Dans son ouvrage de 2014, Madeleine Reeves explore les différentes dynamiques ethniques de la vallée du Ferghana, notamment dans les zones transfrontalières. L'un des apports de ses travaux est ainsi de confirmer la thèse précédemment exposée de coexistence entre conflictualité et coopération, appelant à une analyse plus fine et nuancée des interactions sociales entre divers groupes ethniques. En effet, la vallée du Ferghana est depuis les années 1990 perçue par les auteurs occidentaux comme « au cœur d'une multitude de crises » où « les signes d'un conflit possible sont évidents » et où seule une « prévention efficace des conflits » pourrait réussir à « éloigner la vallée de Ferghana du précipice vers lequel elle se dirige actuellement » [Reeves, 2005]. Cette description renvoie à la notion de *konfliktogennost'*<sup>8</sup> que décrit Madeleine Reeves dans son ouvrage [Reeves, 2014]. Cette notion, dérivée du russe *konfliktologija*, renvoie à une discipline universitaire née après 1991 qui vise à analyser, prévoir et prévenir des conflits sociaux, mais souligne surtout le prisme alarmiste sous lequel plusieurs espaces post-soviétiques, notamment la vallée du Ferghana, ont été perçus et étudiés. L'auteure appelle à considérer cette notion dans un contexte plus large d'un « discours politique et de sciences sociales entourant la prévention des conflits, dans lequel le danger est considéré comme omniprésent, “fixé”, enraciné, connaissable, mesurable et donc, bien sûr, éradicable en fin de compte » [Reeves, 2005]. En dénonçant et utilisant ce terme, la chercheuse fait référence à la perception erronée de la vallée du Ferghana comme favorable au conflit du fait d'un « excès apparent d'hétérogénéité » ethnique. Ainsi, cette notion semble également trouver écho dans l'affirmation néomalthusienne alarmiste exposée plus tôt. Bien qu'il ne soit pas question de minimiser les risques de différends entre utilisateurs d'une ressource qui se raréfie, une lecture et des projections trop alarmistes du contexte peuvent renforcer les tensions préexistantes. En effet, lors des périodes de conflictualité, les discours nationalistes deviennent bien plus hostiles, empruntant aux discours extrêmes, permettant de justifier des mesures liberticides. Dans le cas ferghanien, l'eau est alors perçue comme un bien national à protéger coûte que coûte au même degré que les territoires disputés. Ainsi, cette sécurisation de l'eau dans les discours peut être renforcée, voire justifiée, par des analyses alarmistes, notamment dans des contextes non démocratiques tels qu'au Kirghizistan et au Tadjikistan.

---

8. Le terme *konfliktogennost'* peut se traduire du russe par « conflictualité » ou « conflictogénicité ».

CARTE 2. – BASSIN TRANSFRONTALIER CHU-TALAS  
ENTRE LE KAZAKHSTAN ET LE KIRGHIZISTAN.



Source : A. Protassov (2024), adapté de UNEP/DEWA/GRID-Geneva (2011). Réalisation : Adobe Illustrator

*Hérodote*, n° 195, La Découverte, 4<sup>e</sup> trimestre 2024.

D'autre part, peu de cas de coopération réussie concernant les ressources naturelles transfrontalières sont mis en avant dans la littérature. Par exemple, la coopération interétatique dans les bassins fluviaux Chu et Talas, partagés par le Kazakhstan et le Kirghizistan, est présentée comme l'exemple le plus réussi de relations bilatérales transfrontalières dans le secteur de l'eau parmi les pays d'Asie centrale.

Les bassins des rivières Chu et Talas sont situés dans la partie nord des monts Tien Shan et à l'extrémité est de la plaine de Turan<sup>9</sup>. Selon la division administrative, la partie montagneuse des bassins appartient au Kirghizistan et en aval au Kazakhstan. En janvier 2000, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont signé un accord sur « l'utilisation des installations de gestion de l'eau de statut intergouvernemental sur les fleuves Chu et Talas ». Une commission permanente a également été créée pour coordonner principalement les demandes en eau pour l'irrigation dans les deux pays. Sa mise en œuvre, qui n'a pas toujours été couronnée de succès, a été facilitée par une commission bilatérale interétatique sur les bassins hydrographiques [Janusz-Pawletta et Gubaidullina, 2015]. Néanmoins, depuis 2003, une série de projets bilatéraux ont été financés par divers donateurs sur la base de l'amélioration des relations entre les deux parties et les tensions sur les questions relatives à l'eau ont depuis été sporadiques [Janusz-Pawletta et Gubaidullina, 2015]. L'une des sources principales de malentendus fut le projet initié par le Kirghizistan de construire deux centrales hydroélectriques supplémentaires près de Kambar Ata. Si le gouvernement kazakhstanais a longtemps été opposé au projet, aujourd'hui, la construction de la centrale hydroélectrique Kambar Ata 1 a été approuvée et relancée par les deux pays, avec un soutien également de l'Ouzbékistan.

### *Le changement climatique comme fenêtre d'opportunité*

Bien que le changement climatique ait été présenté comme un problème de sécurité susceptible de transformer des conflits latents en escalades de violence, certains auteurs soulignent également le manque de données étayant cette affirmation néomalthusienne comme une relation de cause à effet directe. Les modélisations et projections réalisées dans le bassin du Syr-Daria indiquent que les modifications d'écoulement fluvial induites par le changement climatique ne

---

9. « Реку Чу и Талас: акватория интересов Кыргызстана и Казахстана » (Rivières Chu et Talas : zone hydraulique d'intérêt pour le Kirghizistan et le Kazakhstan), *24.kg*, 21 septembre 2017. Disponible sur : <[https://24.kg/obschestvo/63331\\_reki\\_chuitalas\\_akvatoriya\\_interesov\\_kyrgyzystana\\_ikazahstana/](https://24.kg/obschestvo/63331_reki_chuitalas_akvatoriya_interesov_kyrgyzystana_ikazahstana/)>.

sont susceptibles de s'installer qu'à moyen ou long terme [Bernauer et Siegfried, 2012]. Les auteurs soulignent que les pays riverains disposent donc d'un certain temps pour mettre en place des cadres légaux efficaces pour la répartition de l'eau et la prévention de catastrophes naturelles. Néanmoins, les initiatives d'adaptation et de réduction des effets néfastes du changement climatique ne s'inscrivent principalement que dans des cadres locaux ou nationaux. Au niveau micro, de plus en plus d'agriculteurs adoptent des techniques de micro-irrigation, permettant une consommation plus rationnelle de l'eau, réduisant par ailleurs les risques de pertes par évaporation. Parallèlement, le Kirghizistan et le Tadjikistan mènent des réformes nationales dans le secteur de la gestion de l'eau, se tournant progressivement vers une approche de gestion par hydro-bassin et non plus administrative. Ainsi, les cas de coopération transfrontalière demeurent rares concernant le changement climatique. Néanmoins, malgré le conflit entre Kirghizistan et Tadjikistan, les autorités locales ont tout de même réussi à mettre en place un accord de coopération entre les deux représentations locales du ministère des Situations d'urgence entre les régions de Sughd et de Batken<sup>10</sup>. Selon l'accord, en cas de catastrophe naturelle, les autorités locales peuvent se mobiliser de part et d'autre de la frontière et bénéficier de l'aide de l'État voisin. Cet accord est une illustration parfaite de l'institutionnalisation de processus souvent informels de gestion des ressources environnementales transfrontalières. En effet, si la répartition de l'eau entre pays se fait en suivant des accords établis par les gouvernements nationaux, au niveau local, entre villages, les processus sont bien souvent plus informels. Cela est avant tout dû à la difficulté de mesurer les débits d'eau des rivières par manque d'infrastructures modernes si ce n'est leur absence totale. Dans un second temps, des accords oraux entre chefs de village permettent une certaine adaptabilité aux disponibilités annuelles changeantes. Ainsi, un nombre assez important d'accords informels permettent de réguler plusieurs sources hydrauliques plus ou moins mineures, qu'elles soient nationales ou transfrontalières. D'une part, cette gestion informelle peut présenter un risque car peu de traces écrites existent ce qui peut facilement susciter des prétentions de la part d'acteurs aux intérêts divergents. D'un autre côté, ces accords ont quasiment acquis un caractère traditionnel dans des contextes où les chefs de village exercent une autorité reconnue au sein des communautés de part et d'autre de la frontière. Selon certains experts, toute modification de cet équilibre informel équivaldrait à perturber le *statu quo* établi entre les communautés, ce qui pourrait attiser les méfiances et accroître

---

10. Anastasia Protassov, entretien semi-directif avec un représentant d'ONG en 2024 (Tadjikistan).



le risque de tensions transfrontalières<sup>11</sup>. De ce fait, une partie significative des ressources hydrauliques obéissent à des logiques d'accords certes informels mais gravés dans des pratiques traditionnelles des communautés. Cette coopération – traditionnelle et informelle – représente la pierre angulaire des relations entre communautés riveraines, partageant des ressources communes.

D'autre part, cette coopération locale institutionnalisée entre le Kirghizistan et le Tadjikistan fut facilitée par un autre type d'acteur particulièrement important dans la vallée du Ferghana – les ONG et organisations internationales (OI). Bien que l'on puisse leur reconnaître de nombreux défauts structurels [Bichsel, 2009], les ONG et OI sont aujourd'hui un réel moteur de coopération sur les questions climatiques. Pour répondre à la dynamique de conflit relativement récente qui lie les questions environnementales et les tensions sociales au sein des communautés, les universitaires, ONG et décideurs politiques ont commencé à aborder le *peacebuilding* (« construction de la paix ») dans la région d'une manière plus adaptée. A donc émergé le *peacebuilding* environnemental qui se situe à l'intersection de la paix, des conflits et du monde naturel et s'appuie sur une compréhension des diverses façons dont les préoccupations environnementales peuvent contribuer à la prévention, à l'atténuation et à la résolution des conflits. Dans cette compréhension, le changement climatique est perçu comme un outil de transformation et de résolution des conflits plutôt que comme un élément déclencheur, évoluant ainsi vers une approche transformatrice de la construction de la paix. En établissant un parallèle avec les contextes d'Asie du Sud-Est, certains auteurs suggèrent que le *peacebuilding* environnemental est particulièrement bien adapté pour répondre aux défis environnementaux et de paix dans des contextes où les tensions entre communautés riveraines sont envenimées par la montée du populisme ethno-nationaliste, de faibles mesures d'adaptation au changement climatique avec un risque de pénurie d'eau et d'événements météorologiques extrêmes couplés à une fonte alarmante des glaciers [Huda, 2022]. Selon cette perspective, la coopération transfrontalière favorisée par le *peacebuilding* environnemental dans la gestion des bassins fluviaux internationaux, comme dans le bassin du Syr-Darya, peut être un « catalyseur efficace pour réduire les tensions, élargir la coopération, favoriser la démilitarisation et promouvoir la paix » [Huda, 2022]. Bien que les conflits ne soient pas causés en soi par les ressources, comme l'eau ou les terres irriguées, celles-ci représentent une composante importante de la dynamique conflictuelle dans la vallée. Par conséquent, le *peacebuilding* environnemental semble offrir des

---

11. Anastasia Protassov, entretien semi-directif avec un représentant du Centre d'information de la Commission interétatique pour la coordination des ressources hydriques en Asie centrale en 2024 (Tachkent, Ouzbékistan).

avantages significatifs au maintien de la paix au niveau local tout en complétant les approches plus classiques mises en œuvre par les ONG et OI.

## Conclusion

Si les conséquences du changement climatique sont bien réelles et impactent déjà les populations locales de la vallée du Ferghana, d'un point de vue régional, la potentialité des guerres de l'eau ne demeure qu'une menace alarmiste et erronée. Les tensions sous forme de conflits d'usage de ressources naturelles existent et ont toujours fait partie du paysage social de la sous-région. Si le changement climatique est abordé sous forme de menace, il représente également une réelle fenêtre d'opportunité à différentes échelles. Saisi en tant que tel par les acteurs au niveau micro, la dépolitisation des questions de partage de l'eau allant de pair avec l'apaisement des processus politiques de démarcation des frontières renforce la multiplication d'opportunités de coopération à plus grande échelle. Dans des contextes non démocratiques tels que les pays de la vallée du Ferghana, une incitation *top-down* des pratiques d'adaptation au changement climatique est nécessaire afin de renforcer les initiatives existantes.

Ainsi, de futures recherches s'imposent quant aux différents acteurs responsables de la gestion des ressources naturelles. S'il s'agira dans un premier temps de les identifier au sein des pays respectifs et à différents niveaux, il est surtout essentiel de saisir leurs complémentarités, différences et harmonisation entre pays concernant leurs responsabilités afin d'en établir une typologie claire. Un accent particulier devra également être mis sur l'analyse des mécanismes d'adaptation à l'impact du changement climatique sur la biodiversité environnante.

## Bibliographie

- ACHAVAL TORRE J. (2020), *Climate Change Adaptation Through a Security Lens. A Conflict-Sensitivity Approach to Peacebuilding in the Ferghana Valley of Central Asia*, Central European University, Department of Environmental Sciences and Policy.
- AMILHAT SZARY A. et HAMEZ G. (2020), *Frontières : Capes-Agrégation Histoire-Géographie*, Armand Colin.
- BERNAUER T. et SIEGFRIED T. (2012), « Climate change and international water conflict in Central Asia. », *Journal of Peace Research*, vol. 49, n°1.
- BICHSEL C. (2009), *Conflict Transformation in Central Asia. Irrigation Disputes in the Ferghana Valley*, Routledge.

- DE STASIO A. (2018), *Water and Conflict in the Ferghana Valley: Historical Foundations of the Interstate Water Disputes Between Kyrgyzstan and Uzbekistan*, Tesi di Laurea in Esame svolto all'estero, LUISS Guido Carli, relatore Riccardo Mario Cucciolla.
- GORSHENINA S. (2012), *Asie centrale. L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions.
- HUDA M. S. (2022), « Environmental Peacebuilding in Central Asia: Reducing Conflicts through cross-border Ecological Cooperation », *The White Paper on the Future of Environmental Peacebuilding*, Geneva Peacebuilding Platform, International Union for Conservation of Nature, PeaceNexus Foundation, Environmental Law Institute, Environmental Peacebuilding Association.
- JANUSZ-PAWLETTA B. et GUBAIDULLINA M. (2015), « Transboundary Water Management in Central Asia », *Cahiers d'Asie centrale*, n° 25.
- KRAAK E. (2012), « Diverging discourses on the Syr Darya », *Geography Environment Sustainability*, n° 5.
- LASSERRE F. (2007), « Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation. », *Revue internationale et stratégique*, n° 66.
- MELÉ P. (2013), « Conflit d'usage », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D., *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, GIS Démocratie et participation, Sens 1 : Manifestation d'opposition entre acteurs dénonçant l'incompatibilité entre certaines pratiques.
- MIRUMACHI N. et ALLAN J. A. (2007), « Revisiting transboundary water governance: power, conflict, cooperation and the political economy », in *Proceedings from CAIWA international conference on adaptive and integrated water management: Coping with scarcity*, Bôle Suisse, vol. 1215.
- MURZAKULOVA A. et MESTRE I. (2016), « Динамики и напряженности в управлении природными ресурсами в приграничных сообществах Кыргызстана и Таджикистана » (Natural Resource Management Dynamics in Border Communities of Kyrgyzstan and Tajikistan), University of Central Asia.
- NOVIKOV V. et KELLY C. (2017), « Climate change and security in Central Asia », rapport, The Environment and Security Initiative.
- REEVES M. (2005), « Locating danger: *konfliktologija* and the search for fixity in the Ferghana Valley borderlands », *Central Asian Survey*, vol. 24, n° 1, p. 67-81.
- (2014), *Border Works. Spatial lives of the state in rural Central Asia*, Cornell University Press, 309 p.
- WEGERICH K. (2008), « Hydro-hegemony in the Amu-Darya Basin », *Water Policy*, vol. 10.